

**Art. 2.** Dans l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même arrêté, le montant « 15.000 » est remplacé par le montant « 35.000 ».

**Art. 3.** L'article 4 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 26 juin 2015, est abrogé.

**Art. 4.** L'article 5 du même arrêté est abrogé.

**Art. 5.** Dans l'article 6 du même arrêté, le paragraphe 3 est abrogé.

**Art. 6.** Dans l'article 7 du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 7.** Les médecins généralistes agréés qui se sont installés en pratique individuelle ou collective avant le 1<sup>er</sup> juillet 2020, conservent le droit à l'intervention du Fonds d'impulsion dans l'installation des médecins généralistes, telle que visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 23 mars 2012 portant création d'un Fonds d'impulsion pour la médecine générale et fixant ses règles de fonctionnement, tel qu'il était en vigueur au 30 juin 2020, aux conditions suivantes :

2° en date du 30 juin 2020, l'installation répond aux conditions énoncées à l'article 4, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté précité, tel qu'il était en vigueur au 30 juin 2020 ;

3° la demande d'une intervention est introduite avant le 1<sup>er</sup> août 2020.

**Art. 8.** Les interventions du Fonds d'impulsion dans l'installation des médecins généralistes, telles que visées à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté précité, tel qu'il était en vigueur au 30 juin 2020, qui ne sont pas encore définitivement acquises avant le 1<sup>er</sup> juillet 2020, restent soumises à la réglementation applicable au 30 juin 2020.

Les zones applicables au 30 juin 2020, visées aux articles 4, 5 et 6, tels qu'en vigueur au 30 juin 2020, continuent à s'appliquer aux interventions du Fonds d'impulsion dans l'installation de médecins généralistes, telles que visées à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté précité, tel qu'il était en vigueur au 30 juin 2020, qui ne sont pas encore définitivement acquises.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2020.

**Art. 10.** Le Ministre flamand ayant les soins de santé et les soins résidentiels dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 juin 2020.

Le Ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté,

W. BEKE

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2020/41969]

#### 16 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 53 relatif aux diverses dispositions prises dans le cadre du déconfinement COVID-19 pour les secteurs de la santé, du handicap et de l'action sociale

##### Rapport au Gouvernement

La crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne.

Au-delà de l'impact sur la santé, cette crise sanitaire a également eu, - et continue d'avoir - un impact économique et social important, en Wallonie, qui touche, avant tout nos concitoyens les plus fragilisés. C'est pourquoi, il est essentiel, dans ce contexte de déconfinement, de prendre des mesures de reprise des activités visant à renouer avec une dynamique positive, constructive et transversale en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale, d'action sociale, de santé et de santé mentale. Il s'agit également de prendre en compte les dimensions d'égalité des chances et des droits des femmes, particulièrement représentées dans ces secteurs.

Les secteurs qui répondent à des besoins sociaux et sociétaux essentiels et/ou pourvoyeurs d'emplois, notamment pour des travailleur-euse-s fragilisé-e-s, ont été lourdement impactés par la crise. Une série de mesures ont été prises pour amortir le choc de celle-ci, maintenir à l'emploi les travailleurs, soutenir les initiatives permettant de poursuivre l'offre de services à nos concitoyens, de maintenir le lien social ... et ainsi de limiter et, dans la mesure du possible, d'éviter des drames sociaux importants.

La reprise ou la poursuite d'activités devra être organisée dans le strict respect de la stratégie de déconfinement établie par le Conseil National de Sécurité, qu'il s'agisse des règles de distanciation physique ou des mesures sanitaires recommandées par Sciensano dans le cadre d'un déconfinement qui sera nécessairement progressif.

Le présent projet d'arrêté de pouvoirs spéciaux portent plusieurs mesures spécifiques concernant la Santé, l'Action sociale, en ce compris la politique en faveur des personnes handicapées, et l'Égalité des chances.

Il vise donc des mesures de soutien à la reprise des activités des opérateurs de la santé, de l'action sociale, du maintien à domicile, mais également un premier redéploiement de l'offre de services intégrant tant les contraintes inhérentes à la sécurité sanitaire que les opportunités de développement ou de pérennisation de nouveaux services ou processus développés pendant la période de confinement ou à développer pour faire face à la crise post-confinement. S'il s'avère, après évaluation, que ces nouveaux services, méthodologies, processus doivent être pérennisés au-delà de la période de déconfinement, ils feront l'objet de modification structurelle des bases réglementaires, dans les meilleurs délais.

En vertu de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave.

Son urgence est justifiée par le fait que, malgré l'amélioration de la situation, il convient de maintenir le strict respect des mesures sanitaires, qu'il est nécessaire, afin de ralentir et limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s'avèrent indispensables sur le plan de la santé publique, que les conséquences directes ou indirectes de la crise nécessitent une gestion et une réponse rapide au niveau régional, que la crise est de nature à mettre en péril les secteurs et les dispositifs en matière de santé au détriment des usagers et bénéficiaires des structures et services. Il convient donc d'adopter cet arrêté de pouvoirs spéciaux dans les délais les plus brefs pour se conformer aux temporalités et aux modalités de déconfinement établies par le Conseil National de Sécurité.

Le projet d'arrêté contient 16 articles et est structuré en 11 Chapitres :

L'article 1<sup>er</sup> fait référence aux articles 128 et 138 de la Constitution.

L'article 2 est une disposition générale précisant que pour chacune des dispositions prises en matière de subventionnement, le montant de la subvention ne peut en aucun cas être supérieur au coût effectivement supporté par le bénéficiaire.

L'article 3 prévoit une mesure relative aux centres de coordination de l'aide et des soins à domicile. Le financement des centres de coordination étant basé à la fois sur une partie forfaitaire et une partie variable (liée à certaines actions spécifiques). Ladite mesure prévoit de figer la partie variable et ce, pour le calcul de l'année 2021.

Les articles 4, 5, 6 et 7 prévoient des mesures relatives aux établissements d'accueil et d'hébergement pour aînés prévoyant de neutraliser la période pour le calcul du forfait 2022, des subventions « 3<sup>ème</sup> volet » et des subventions « fins de carrière » en prenant en considération les modifications de capacité d'hébergement (augmentation de lits par exemple) intervenues dans les établissements.

L'article 8 prévoit des mesures relatives aux centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés.

La mesure prévoit d'octroyer une aide financière calculée à hauteur de 50 % des heures de formation dispensée pour permettre aux Centres de faire face aux dépenses supplémentaires liées à l'acquisition ou la location de matériel d'hygiène/sanitaire.

L'article 9 prévoit des mesures relatives aux services d'insertion sociale.

Pour l'octroi du solde du montant de la subvention de l'année 2020, il est convenu que le service agréé est dispensé de justifier un volume d'activités consacrées au travail de groupe d'au moins dix-neuf heures par semaine entre le 1<sup>er</sup> juin et le 31 décembre inclus, pour autant que des activités collectives soient organisées à raison de minimum 25 % du nombre d'heures requis par semaine, en moyenne entre le 1<sup>er</sup> juin et le 31 décembre 2020.

L'article 10 prévoit des mesures relatives aux maisons d'accueil, maisons de vie communautaire et abris de nuit.

Pour la détermination du montant de la subvention de l'année 2021 et pour l'octroi du solde du montant de la subvention de l'année 2020, il est question de considérer que le taux d'occupation d'une maison d'accueil ou d'une maison de vie communautaire est fixé pour l'année 2020 au taux minimum défini à l'article 16 du Code si le taux d'occupation réel de l'année 2020 est plus bas que le taux minimum fixé.

L'article 11 prévoit des mesures relatives aux services de médiation de dettes.

Il s'agit de considérer que le nombre de dossiers nécessaires à l'obtention de la subvention sera basé sur le nombre de dossiers repris dans le cadre du calcul de la subvention 2020 (année de référence 2019) si le nombre de dossiers traités en 2020 est inférieur aux seuils définis à l'article 145, alinéa 4 du Code.

Il s'agit aussi de considérer que la partie variable de la subvention liée au nombre de dossiers traités en 2020, pour l'année de subvention 2021, est calculée sur la base du nombre de dossiers repris dans le cadre du calcul de la subvention 2020 (année de référence 2019) si ce nombre est supérieur au nombre de dossiers traités au cours de l'année 2020.

En outre, il est admis pour l'octroi du solde du montant de la subvention de l'année 2020 que le nombre minimal d'animations (activités collectives) annuel qui devra être réalisé par les groupes d'appui de prévention du surendettement sera de 2.

L'article 12 prévoit une mesure relative aux services et dispositifs d'accompagnement des violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre.

Il s'agit de déterminer le montant du subside de l'année 2021 et le solde des montants du subside 2020 des opérateurs agréés dans ce cadre, il est tenu compte du volume des activités de 2019, si le montant obtenu est supérieur à 2020, pour autant que les activités soient organisées à raison de minimum 25 % du nombre d'heures requis entre le 1<sup>er</sup> juin et le 31 décembre 2020.

L'article 13 prévoit des mesures relatives aux centres régionaux pour l'intégration des personnes étrangères.

Il s'agit de considérer que les critères pris en compte pour la détermination du montant variable de la subvention de l'année 2021 seront ceux de l'année 2019.

L'article 14 prévoit des mesures relatives aux initiatives locales d'intégration des personnes étrangères.

Il s'agit de préciser, par dérogation à l'article 251 du Code et à l'article 251/1 que le volume d'activités collectives pris en compte pour la détermination du solde du montant de la subvention de l'année 2020 est calculé pour les mois de juin à décembre sur la base du nombre d'heures programmées, pour autant que le nombre d'heures effectivement prestées entre le 1<sup>er</sup> juin et le 31 décembre 2020 soit au minimum équivalent à 25 % du nombre d'heures programmées pour l'année 2020.

Il s'agit aussi de prévoir que les opérateurs peuvent déroger au nombre minimum de 5 participants par groupe jusqu'au 31 décembre 2020.

Par ailleurs, il est aussi prévu que le montant de la subvention 2021 est fixé par permanence d'un volume horaire de 4 heures par semaine.

Par dérogation à l'article 251/1, le volume d'activités collectives pris en compte pour la détermination du solde du montant de la subvention de l'année 2020 est calculé pour les mois de juin à décembre, sur la base du nombre d'heures programmées, pour autant que le nombre d'heures effectivement prestées entre le 1<sup>er</sup> juin et le 31 décembre 2020 soit au minimum équivalent à 25% du nombre d'heures programmées pour l'année 2020.

Il est également prévu que les subventions de l'année 2019 qui couvrent également l'année 2020 sont assimilées aux subventions de l'année 2020.

L'article 15 précise que le projet d'arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> juin 2020.

L'article 16 charge la Ministre ayant la Santé et l'Action sociale dans ses attributions de son exécution.

L'avis du Conseil d'Etat a été rendu le 10 juin 2020.

Le préambule de l'arrêté du Gouvernement de pouvoirs spéciaux a été adapté en fonction des remarques formulées par le Conseil d'Etat.

Vu l'état d'urgence, la concertation intra-francophone n'a pas été entreprise.

Concernant le fondement légal, le Conseil d'Etat considère que les articles 3, 4, 5, 6, 7 et 13 ne peuvent trouver un fondement juridique dans le décret du 17 mars 2020. Le Gouvernement doit en effet être en mesure de démontrer que chacun des articles concerne une situation qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave.

Ces six articles portent effectivement sur la détermination d'une subvention pour l'année 2021 ou 2022.

Les opérateurs concernés doivent pouvoir sans délai disposer de ces informations réglementaires, afin d'assurer une gestion prévisionnelle ; sans quoi ils ne seraient pas éclairés dans les conséquences de leurs choix.

Seule une telle anticipation permet de gérer, de façon optimale, leurs ressources humaines notamment et, par voie de conséquence, de mener à bien leurs missions en faveur des bénéficiaires.

En outre, le Conseil d'Etat considère que les articles 10, 11, 12 et 14 trouvent en partie seulement un fondement juridique dans le décret du 17 mars 2020. Pour ces articles aussi, le Gouvernement doit être en mesure de démontrer que chacun de ceux-ci concerne une situation qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave.

Ces quatre articles portent donc en partie sur la détermination d'une subvention pour l'année 2021.

Les opérateurs concernés doivent pouvoir sans délai disposer de ces informations réglementaires, afin d'assurer une gestion prévisionnelle ; sans quoi ils ne seraient pas éclairés dans les conséquences de leurs choix.

Seule une telle anticipation permet de gérer, de façon optimale, leurs ressources humaines notamment et, par voie de conséquence, de mener à bien leurs missions en faveur des bénéficiaires.

Force est de constater que la maturité de gestion d'un service se mesure à l'importance qu'il accorde aux prévisions et à l'anticipation sur les périodes futures.

L'absence de vision stratégique n'est pas sans risque sur le plan de la gestion et de la survie du service ; raison pour laquelle l'urgence sous peine de péril grave est rencontrée et que les dix articles repris ci-dessous sont repris en l'état dans l'arrêté de pouvoirs spéciaux annexé.

#### Avis du Conseil d'Etat n° 67.536/4 du 10 juin 2020

##### Section de législation

Le 4 juin 2020, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par la Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes de la Région wallonne à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux 'relatif aux diverses dispositions prises dans le cadre du déconfinement COVID-19 pour les secteurs de la santé, du handicap et de l'Action sociale'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 10 juin 2020. La chambre était composée de Martine Baguet, président de chambre, Luc Cambier et Bernard Blero, conseillers d'Etat, et Charles-Henri Van Hove, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Xavier Delgrange, premier auditeur chef de section.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 juin 2020.

\*

Suivant l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'Etat', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« L'urgence est motivée comme suit :

Considérant dès lors que les conséquences directes ou indirectes de la crise nécessitent une gestion et une réponse rapide au niveau régional ;

Considérant que la crise est de nature à mettre en péril les secteurs et les dispositifs en matière de santé, ainsi que les objectifs que ces dispositifs visent à rencontrer ;

Considérant que les mesures prévues sont indispensables afin de garantir l'emploi dans ces secteurs et le maintien des prestations sociales qui résultent de ces dispositifs ;

Considérant l'urgence de la mise en œuvre de ces mesures afin d'atteindre l'objectif qui leur est assigné et que tout retard dans l'adoption de ces mesures est de nature à mettre mal la reprise des activités dans le cadre du déconfinement ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'Etat', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

##### FONDEMENT LÉGAL

Le projet vise à modifier différents textes de nature réglementaire. L'usage de pouvoirs spéciaux se justifie par la nécessité, vu l'urgence, de dispenser le Gouvernement de procéder aux formalités préalables qui auraient été requises sans recours aux pouvoirs spéciaux. Cette dispense est permise par l'article 4, § 1<sup>er</sup>, du décret du 17 mars 2020 'octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières régies par l'article 138 de la Constitution'.

L'article 2, § 1<sup>er</sup>, du décret du 17 mars 2020 dispose :

« Afin de permettre à la Région wallonne de réagir à la pandémie de COVID-19, le Gouvernement peut, dans les matières qui relèvent de la compétence de la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution, prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave ».

Pour pouvoir agir valablement sur le fondement de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, du décret du 17 mars 2020, le Gouvernement doit être en mesure de démontrer que chacun des articles du projet examiné concerne une « situation [...] qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave ».

Le dossier communiqué à la section de législation ne contient pas de justification circonstanciée à cet égard. La section de législation n'aperçoit pas, s'agissant de fixer le montant de subventions pour les années 2021 (articles 3, 10 (partim), 12 (partim) et 13) ou 2022 (articles 4, 5, 6 et 7) (1), comment il pourrait être soutenu que de telles mesures doivent être adoptées « en urgence sous peine de péril grave ».

Les articles 3, 4, 5, 6, 7 et 13 ne peuvent dès lors trouver un fondement juridique dans le décret du 17 mars 2020. Il en va de même en ce qui concerne les articles 10, 11, 12 et 14, en ce qu'ils portent sur la détermination de la subvention pour l'année 2021. Par contre, en tant qu'ils portent sur la détermination du solde de la subvention pour l'année 2020, ils peuvent être adoptés sur le fondement de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, du décret du 17 mars 2020.

Partant, il y a également lieu de considérer que pour les articles 3, 4, 5, 6, 7, 10 (partim), 11 (partim), 12 (partim), 13 et 14 (partim), l'urgence spécialement motivée dans la demande permettant de réclamer la communication de l'avis dans les cinq jours ouvrables conformément à l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, n'est pas établie. Il s'ensuit que la demande d'avis n'est pas recevable en ce qui concerne ces dispositions (2).

#### FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 4, § 1<sup>er</sup>, du décret du 17 mars 2020 ne dispense pas le Gouvernement de procéder à la concertation intra-francophone prévue à l'article 12, § 2, de la section 1, du chapitre V de l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française 'relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières' (3).

L'auteur du projet veillera donc au respect de cette formalité.

Le préambule sera ensuite complété en conséquence.

#### EXAMEN DU PROJET

##### PRÉAMBULE

1. Il convient de se limiter à viser au préambule, au titre de fondement juridique, la ou les dispositions qui constituent le fondement juridique du projet. Compte tenu notamment de l'observation relative au fondement légal, il s'agit en l'espèce uniquement de l'article 2 du décret 17 mars 2020. Les autres fondements légaux invoqués seront en conséquence omis du préambule.

2. Il n'y a pas lieu de viser au préambule les normes réglementaires auxquelles le projet se limite à déroger, sans toutefois les modifier, les retirer ou les abroger (4). Le visa de ces normes sera en conséquence omis.

3. En ce qui concerne la consultation du Conseil d'État, il convient, d'abord, d'énoncer les motifs qui ont justifié le recours à la procédure d'urgence prévue par l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État', et ensuite de viser l'avis de celui-ci. Cet alinéa sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis 67.536/4 du Conseil d'État donné le 10 juin 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; » (5).

Le préambule sera revu en conséquence.

#### DISPOSITIF

##### Article 1<sup>er</sup>

Compte tenu de l'article 138, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Constitution, l'alinéa 2 est inutile et sera omis.

Le Greffier,  
Charles-Henri Van Hove

Le Président,  
Martine Baguet

#### Notes

(1) Selon la note au Gouvernement, « afin d'assurer une reprise des activités sereine au sein des maisons de repos (et de soins) et les centres de soins de jour, il est essentiel de neutraliser la période pour le calcul du forfait 2022, des subventions '3<sup>ème</sup> volet' et des subventions 'fins de carrière' en prenant en considération les modifications de capacité d'hébergement (augmentation de lits par exemple) intervenues dans les établissements ».

(2) Voir, sur l'urgence, l'avis n° 67.267/4 donné le 22 avril 2020 sur un avant-projet devenu la loi du 7 mai 2020 'visant à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus SARS-CoV-2 en matière ferroviaire (I)' et la loi du 7 mai 2020 'visant à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus SARS-CoV-2 en matière ferroviaire (II)', Doc. parl., Chambre, 2019-2020, n° 1161/2, pp. 3 à 5, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67267.pdf>.

(3) La section de législation s'est prononcée en ce sens dans l'avis n° 67.385/4 donné le 13 mai 2020 sur un projet d'arrêté 2020/618 du Collège de la Commission communautaire française de pouvoirs spéciaux n° 5 'relatif à l'adoption de mesures exceptionnelles en faveur des maisons d'accueil dans le cadre de la pandémie de COVID-19'.

(4) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, [www.conseil-detat.be](http://www.conseil-detat.be), onglet « Technique législative », recommandations nos 9 et 30.

(5) Ibidem, recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

### **16 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 53 relatif aux diverses dispositions prises dans le cadre du déconfinement COVID-19 pour les secteurs de la santé, du handicap et de l'action sociale**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution ;

Vu la loi du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire Soins de Santé et Indemnités ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2000 fixant l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 dans les centres de soins de jour ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d'octroi de l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 novembre 2005 fixant le montant et les conditions dans lesquelles une intervention peut être accordée pour les prestations définies à l'article 34, alinéa 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 ;

Vu l'arrêté royal du 15 septembre 2006 portant exécution de l'article 59 de la loi du 2 janvier 2001 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses, en ce qui concerne les mesures de dispense des prestations de travail et de fin de carrière ;

Vu l'arrêté royal du 17 août 2007 pris en exécution des articles 57 et 59 de la loi-programme du 2 janvier 2001 concernant l'harmonisation des barèmes, l'augmentation des rémunérations et la création d'emplois dans certaines institutions de soins ;

Vu le Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé, notamment les articles 1591, § 3, 958, § 1<sup>er</sup>, 29, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 116, 145, alinéa 4, 149, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 153, alinéa 1<sup>er</sup>, 235/10, 237/6, alinéa 4, 237/7 alinéa 4, 245/1, 245/3, 251, 251, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, 251/1 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 juin 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 juin 2020 ;

Vu le rapport du 28 avril 2020 établi conformément à l'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis 67.536/4 du Conseil d'État donné le 10 juin 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes au sein du Conseil national de sécurité qui se réunit depuis début mars 2020 ;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises ; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires ;

Considérant la décision du 18 mars 2020 par laquelle le Gouvernement marque son accord sur le soutien aux secteurs de la santé, de l'action sociale et de l'insertion socioprofessionnelle ;

Considérant le Code wallon de l'action sociale et de la santé, partie décrétable et partie réglementaire ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité ;

Considérant la qualification par l'OMS du COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde ;

Considérant la propagation du COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le COVID-19 pour la population belge ;

Considérant l'évolution de l'épidémie de COVID-19 et les décisions du conseil national du travail relatives aux différentes périodes de déconfinement ;

Considérant que malgré l'amélioration de la situation, il convient de maintenir le strict respect des mesures sanitaires ;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de ralentir et limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s'avèrent indispensables sur le plan de la santé publique ;

Considérant que le danger s'étend au territoire de l'ensemble du pays ; qu'il est dans l'intérêt général qu'il existe une cohérence dans la prise des mesures pour maintenir l'ordre public, afin de maximiser leur efficacité ;

Considérant dès lors que les conséquences directes ou indirectes de la crise nécessitent une gestion et une réponse rapide au niveau régional ;

Considérant que la crise est de nature à mettre en péril les secteurs et les dispositifs en matière de santé, ainsi que les objectifs que ces dispositifs visent à rencontrer ;

Considérant que les mesures prévues sont indispensables afin de garantir l'emploi dans ces secteurs et le maintien des prestations sociales qui résultent de ces dispositifs ;

Considérant l'urgence de la mise en œuvre de ces mesures afin d'atteindre l'objectif qui leur est assigné et que tout retard dans l'adoption de ces mesures est de nature à mettre mal la reprise des activités dans le cadre du déconfinement ;

Considérant qu'il convient, afin d'assurer le principe de continuité des services publics, d'aménager les modalités d'organisation des services publics en charge des dispositifs relevant des politiques de l'action sociale, tout en assurant le respect des droits de leurs bénéficiaires ;

Considérant qu'il convient d'immuniser les subventions octroyées et d'assurer le respect des droits des bénéficiaires prévus dans le cadre des dispositifs relevant de l'action sociale afin d'annihiler les conséquences inévitables de l'épidémie de COVID-19, tout en excluant tout effet d'aubaine pouvant en résulter ;

Considérant que la reprise des activités dans le cadre du déconfinement doit se conformer aux normes sanitaires édictées par le Conseil national de sécurité ;

Considérant que cette reprise des activités met d'ores et déjà en évidence les difficultés logistiques, organisationnelles, mais aussi d'ordre psychosocial ;

Considérant que dans ces secteurs, l'organisation de activités collectives en présentiel ne pourra reprendre, compte tenu des mesures de sécurité sanitaire, en respectant les objectifs quantitatifs fixés annuellement ;

Considérant qu'il convient de réévaluer les besoins de ces secteurs en fonction de l'évolution de la crise ;

Sur proposition de la Ministre de la Santé et de l'Action sociale ;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté et pour chacune des dispositions prises en matière de subventionnement, le montant de la subvention ne peut en aucun cas être supérieur au coût effectivement supporté par le bénéficiaire, pour ce qui est subventionné.

#### CHAPITRE II. — *Mesures relatives aux centres de coordination de l'aide et des soins à domicile*

**Art. 3.** Par dérogation à l'article 1595/1, § 3, du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé, ci-après dénommé le Code, pour l'année 2021, la partie variable due à chaque centre est versée à 100%. Il n'est donc pas tenu compte du dynamisme du centre déterminé sur base des actions réalisées l'année précédente.

CHAPITRE III. — *Mesures relatives aux établissements d'accueil et d'hébergement pour aînés*

**Art. 4.** Par dérogation aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 juin 2000 fixant l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les centres de soins de jour, dans le cadre de la crise COVID-19, la période de référence s'étalant du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2020 est neutralisée pour le calcul du forfait des centres de soins de jour pour l'année 2022 en prenant en considération les modifications de capacité d'hébergement (augmentation) intervenues dans les établissements.

Les modalités de calcul du forfait applicable en 2022 sont fixées par la Ministre de la Santé et de l'Action sociale.

**Art. 5.** Par dérogation aux dispositions de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d'octroi de l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées, dans le cadre de la crise COVID-19, la période de référence s'étalant du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2020 est neutralisée pour le calcul du forfait des maisons de repos et de soins et des maisons de repos pour l'année 2022 en prenant en considération les modifications de capacité d'hébergement (augmentation) intervenues dans les établissements.

Les modalités de calcul du forfait applicable en 2022 sont fixées par la Ministre de la Santé et de l'Action sociale.

**Art. 6.** Par dérogation aux dispositions de l'arrêté royal du 15 septembre 2006 portant exécution de l'article 59 de la loi du 2 janvier 2001 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses, en ce qui concerne les mesures de dispense des prestations de travail et de fin de carrière, la période de référence s'étalant du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2020 est neutralisée pour le calcul des subventions « fin de carrière » en prenant en considération les modifications de capacité d'hébergement (augmentation) intervenues dans les établissements.

Les modalités de cette neutralisation sont fixées par la Ministre de la Santé et de l'Action sociale.

**Art. 7.** Par dérogation aux dispositions de l'arrêté royal du 17 août 2007 pris en exécution des articles 57 et 59 de la loi-programme du 2 janvier 2001 concernant l'harmonisation des barèmes, l'augmentation des rémunérations et la création d'emplois dans certaines institutions de soins, la période de référence s'étalant du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2020 est neutralisée pour le calcul des subventions « 3ème volet » en prenant en considération les modifications de capacité d'hébergement (augmentation) intervenues dans les établissements.

Les modalités de cette neutralisation sont fixées par la Ministre de la Santé et de l'Action sociale.

CHAPITRE IV. — *Mesures relatives aux centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés visés au chapitre III du Titre IX du Code*

**Art. 8.** Il est octroyé aux centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés pour 2020 un complément à leur subside de fonctionnement visé à l'article 958, § 1<sup>er</sup>, du Code correspondant à 0,075 euros par heure agréée et exclusivement dédié à l'achat ou la location de matériel de protection sanitaire. »

CHAPITRE V. — *Mesures relatives aux services d'insertion sociale*

**Art. 9.** Par dérogation à l'article 29, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du Code, pour l'octroi du solde du montant de la subvention de l'année 2020, le service agréé est dispensé de justifier un volume d'activités consacrées au travail de groupe d'au moins dix-neuf heures par semaine entre le 1<sup>er</sup> juin le 31 décembre inclus, pour autant que des activités collectives soient organisées à raison de minimum 25% du nombre d'heures requis par semaine, en moyenne entre le 1<sup>er</sup> juin et le 31 décembre 2020.

CHAPITRE VI. — *Mesures relatives aux maisons d'accueil, maisons de vie communautaire et abris de nuit*

**Art. 10.** Par dérogation à l'article 116 du Code, pour la détermination du montant de la subvention de l'année 2021 et pour l'octroi du solde du montant de la subvention de l'année 2020, le taux d'occupation d'une maison d'accueil ou d'une maison de vie communautaire est fixé pour l'année 2020 au taux minimum défini à l'article précité si le taux d'occupation réel de l'année 2020 est plus bas que le taux minimum fixé.

CHAPITRE VII. — *Mesures relatives aux services de médiation de dettes*

**Art. 11.** Par dérogation à l'article 145, alinéa 4, du Code, le nombre de dossiers nécessaires à l'obtention de la subvention sera basée sur le nombre de dossiers repris dans le cadre du calcul de la subvention 2020 (année de référence 2019) si le nombre de dossiers traités en 2020 est inférieur aux seuils définis à l'article 145, alinéa 4 du Code.

Par dérogation à l'article 149, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du Code, la partie variable de la subvention liée au nombre de dossiers traités en 2020, pour l'année de subvention 2021, est calculée sur la base du nombre de dossiers repris dans le cadre du calcul de la subvention 2020 (année de référence 2019) si ce nombre est supérieur au nombre de dossiers traités au cours de l'année 2020.

Par dérogation à l'article 153, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code, pour l'octroi du solde du montant de la subvention de l'année 2020, le nombre minimal d'animations (activités collectives) annuel qui devra être réalisée par les groupes d'appui de prévention du surendettement sera de 2.

CHAPITRE VIII. — *Mesures relatives aux services et dispositifs d'accompagnement des violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre*

**Art. 12.** Par dérogation à l'article 235/10 du Code, le volume d'activités pris en compte pour la détermination du montant de la subvention de l'année 2021 et pour l'octroi du solde du montant de la subvention de l'année 2020, relative à l'activité du service en 2020, est calculée sur la base du nombre d'heures affectées aux missions en 2019 si le montant ainsi obtenu est supérieur au montant obtenu sur la base de tous les mois de l'année 2020, pour autant que les activités soient organisées à raison de minimum 25% du nombre d'heures requis entre le 1<sup>er</sup> juin et le 31 décembre 2020.

CHAPITRE IX. — *Mesures relatives aux centres régionaux pour l'intégration des personnes étrangères*

**Art. 13.** Par dérogation aux articles 245/1 et 245/3 du Code, les critères pris en compte pour la détermination du montant variable de la subvention de l'année 2021 seront ceux de l'année 2019.

CHAPITRE X. — *Mesures relatives aux initiatives locales d'intégration des personnes étrangères*

**Art. 14.** Par dérogation à l'article 251 du Code, le volume d'activités collectives pris en compte pour la détermination du solde du montant de la subvention de l'année 2020 est calculé, pour les mois de juin à décembre sur la base du nombre d'heures programmées, pour autant que le nombre d'heures effectivement prestées entre le 1<sup>er</sup> juin et le 31 décembre 2020 soit au minimum équivalent à 25% du nombre d'heures programmées pour l'année 2020.

Par dérogation à l'article 237/6, alinéa 4, et à l'article 237/7, alinéa 4, du Code, les opérateurs peuvent déroger au nombre minimum de 5 participants par groupe jusqu'au 31 décembre 2020.

Par dérogation à l'article 251, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, du Code, le montant de la subvention 2021 est fixé par permanence d'un volume horaire de 4 heures par semaine.

Par dérogation à l'article 251/1 du Code, le volume d'activités collectives pris en compte pour la détermination du solde du montant de la subvention de l'année 2020 est calculé, pour les mois de juin à décembre, sur la base du nombre d'heures programmées, pour autant que le nombre d'heures effectivement prestées entre le 1<sup>er</sup> juin et le 31 décembre 2020 soit au minimum équivalent à 25% du nombre d'heures programmées pour l'année 2020.

Les subventions de l'année 2019 qui couvrent également l'année 2020 sont assimilées aux subventions de l'année 2020.

#### CHAPITRE XI. — *Dispositions finales*

**Art. 15.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> juin 2020.

**Art. 16.** Le Ministre qui a la santé et l'action sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 juin 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action Sociale, de l'Egalité des Chances et  
des Droits des Femmes,  
Ch. MORREALE

#### VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/41969]

### 16 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 53 betreffende de verschillende maatregelen die zijn genomen in het kader van de afbouwmaatregelen COVID-19 voor de sectoren van de gezondheid, handicap en sociale actie

#### Verslag aan de Regering

De uitzonderlijke gezondheids crisis COVID-19 waarmee België momenteel wordt geconfronteerd en de huidige en komende maatregelen, genomen om de verspreiding van het virus in de bevolking te beperken, leiden ertoe dat iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertraagt.

Naast de impact op de gezondheid heeft deze gezondheids crisis ook - en nog steeds - een belangrijke economische en sociale impact in Wallonië, die vooral onze meest kwetsbare burgers treft. Daarom is het in deze context van afbouw van de lockdown van essentieel belang maatregelen te nemen om de activiteiten te hervatten die gericht zijn op het herstel van een positieve, constructieve en transversale dynamiek op het gebied van tewerkstelling, opleiding en sociaal-professionele inschakeling, onder meer op het gebied van de sociale economie, sociale actie, gezondheid en geestelijke gezondheid. Het gaat er ook om rekening te houden met de dimensie van gelijke kansen en rechten van vrouwen, die met name in deze sectoren vertegenwoordigd zijn.

Sectoren die voorzien in essentiële sociale en maatschappelijke behoeften en/of werkgelegenheid bieden, met name voor kwetsbare werknemers(sters), zijn zwaar getroffen door de crisis. Er is een reeks maatregelen genomen om de gevolgen van de crisis op te vangen, werknemers aan het werk te houden, initiatieven te ondersteunen die het mogelijk maken om diensten aan onze medeburgers te blijven verlenen, sociale banden te onderhouden, ..., en op die manier, grote sociale tragedies te beperken en zoveel mogelijk te voorkomen.

De hervatting of voortzetting van de activiteiten zal moeten worden georganiseerd met strikte inachtneming van de door de Nationale Veiligheidsraad vastgestelde exitstrategie, of het nu gaat om de regels voor fysieke afstand of om de door Sciensano aanbevolen gezondheidsmaatregelen in het kader van een afbouw van de lockdown die noodzakelijkerwijs progressief zal zijn.

Dit ontwerpbesluit van bijzondere machten bevat verschillende specifieke maatregelen op het gebied van gezondheid, sociale actie, waaronder het beleid ten behoeve van gehandicapten, en gelijke kansen.

Het is dus gericht op maatregelen ter ondersteuning van de hervatting van de activiteiten van de operatoren in de gezondheidszorg, de sociale actie en de thuishouding, maar ook op een eerste herschikking van het dienstenaanbod, waarbij zowel de beperkingen die inherent zijn aan de veiligheid op gezondheidsgebied als de mogelijkheden voor de ontwikkeling of besteding van nieuwe diensten of processen die tijdens de periode van lockdown worden ontwikkeld of die worden ontwikkeld om het hoofd te bieden aan de crisis na de lockdown, in aanmerking worden genomen. Indien na evaluatie blijkt dat deze nieuwe diensten, methodologieën en processen na de lockdownperiode moeten worden voortgezet, zullen zij zo snel mogelijk worden onderworpen aan structurele wijzigingen van de regelgevingsbasis.

Krachtens artikel 1 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, is de Regering bevoegd om alle nuttige maatregelen te nemen om iedere situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie COVID-19 en haar gevolgen en die dringend moet worden opgelost onder dreiging van ernstig gevaar.

De dringendheid ervan wordt gerechtvaardigd door het feit dat, ondanks de verbetering van de situatie, de strikte naleving van de gezondheidsmaatregelen moet worden gehandhaafd, dat het, om de verspreiding van het virus te vertragen en te beperken, noodzakelijk is de aanbevolen maatregelen die onontbeerlijk blijken te zijn voor de volksgezondheid onmiddellijk te bevelen, dat de directe of indirecte gevolgen van de crisis een snel beheer en een snelle reactie op regionaal niveau vereisen en dat de crisis de gezondheidssectoren en -voorzieningen in gevaar kan brengen ten nadele van de gebruikers en de begunstigen van de structuren en diensten. Het is derhalve aangewezen dit besluit van bijzondere machten zo spoedig mogelijk aan te nemen om te voldoen aan de door de nationale veiligheidsraad vastgestelde termijnen en modaliteiten van afbouw van de lockdown.

Het ontwerpbesluit bevat 16 artikelen en is gestructureerd in 11 hoofdstukken:

Artikel 1 verwijst naar de artikelen 128 en 138 van de Grondwet.

Artikel 2 is een algemene bepaling die bepaalt dat voor elk van de subsidieregelingen het bedrag van de subsidie in geen geval hoger mag zijn dan de kosten die daadwerkelijk door de begunstigde worden gedragen.

Artikel 3 voorziet een maatregel betreffende de centra voor hulpcoördinatie en thuisverzorging. De financiering van de coördinatiecentra is gebaseerd op zowel een vast als een wisselende deel (gekoppeld aan bepaalde specifieke acties). De genoemde maatregel voorziet in de bevrozing van het wisselende gedeelte voor de berekening van het jaar 2021.

De artikelen 4, 5, 6 en 7 voorzien in maatregelen met betrekking tot de opvang- en huisvestingsinrichtingen voor bejaarden, die voorzien om de periode voor de berekening van het forfait voor 2022 te neutraliseren, voor de subsidies "derde luik" en de subsidies voor het "eindeloopbaan" door rekening te houden met de veranderingen in de opvangcapaciteit (bv. toename van het aantal bedden) die zich in de inrichtingen hebben voorgedaan.

Artikel 8 voorziet in maatregelen met betrekking tot de aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling

De maatregel voorziet in financiële steun die wordt berekend op 50 % van de opleidingsuren die worden verstrekt om de centra in staat te stellen de extra kosten voor de aanschaf of huur van hygiëne- en sanitair materiaal te dekken.

Artikel 9 voorziet in maatregelen met betrekking tot de diensten voor sociale insluiting.

Voor de toekenning van het saldo van het subsidiebedrag voor het jaar 2020 wordt overeengekomen dat de erkende dienst niet hoeft te rechtvaardigen dat hij tussen 1 juni en 31 december ten minste 19 uur per week aan groepswerk besteedt, op voorwaarde dat tussen 1 juni en 31 december 2020 gemiddeld ten minste 25% van het vereiste aantal uren per week aan collectieve activiteiten wordt besteed.

Artikel 10 voorziet in maatregelen met betrekking tot de opvangtehuizen, gemeenschapshuizen of nachtsasielen.

Om het bedrag van de subsidie voor het jaar 2021 te bepalen en om het saldo van het bedrag van de subsidie voor het jaar 2020 toe te kennen, wordt ervan uitgegaan dat de bezettingsgraad van een opvangtehuis of een gemeenschapshuis voor het jaar 2020 vastgesteld is op het in artikel 16 van het Wetboek bepaalde minimumtarief indien de werkelijke bezettingsgraad voor het jaar 2020 lager is dan het vastgestelde minimumtarief.

Artikel 11 voorziet in maatregelen met betrekking tot de diensten voor schuldbemiddeling.

Het aantal dossiers dat nodig is om de subsidie te verkrijgen, zal gebaseerd zijn op het aantal dossiers dat is opgenomen in de berekening van de subsidie voor 2020 (referentiejaar 2019) indien het aantal in 2020 behandelde dossiers lager is dan de in artikel 145, lid 4, van het Wetboek vastgestelde drempels.

Voor het subsidiejaar 2021 wordt het wisselende deel van de subsidie dat gekoppeld is aan het aantal in 2020 behandelde dossiers, ook berekend op basis van het aantal dossiers dat in de berekening van de subsidie voor 2020 (referentiejaar 2019) is opgenomen indien dit aantal groter is dan het aantal dossiers dat in 2020 is behandeld.

Bovendien bedraagt het minimumaantal gebeurtenissen (collectieve activiteiten) per jaar dat door de steungroepen voor de preventie van overmatige schuldenlast wordt uitgevoerd, voor de toekenning van het saldo van het bedrag van de subsidie van het jaar 2020 twee.

Artikel 12 voorziet in een maatregel met betrekking tot de diensten en voorzieningen voor de begeleiding van partnergeweld en gendergerelateerd geweld.

Om het bedrag van de subsidie voor het jaar 2021 en het saldo van de subsidiebedragen voor 2020 van de in dit kader erkende operatoren te bepalen, wordt rekening gehouden met het volume van de activiteiten in 2019, indien het verkregen bedrag groter is dan 2020, op voorwaarde dat de activiteiten worden georganiseerd gedurende ten minste 25 % van het vereiste aantal uren tussen 1 juni en 31 december 2020.

Artikel 13 voorziet in maatregelen met betrekking tot de Gewestelijke centra voor de integratie van vreemdelingen.

Er wordt van uitgegaan dat de criteria die in aanmerking worden genomen voor het bepalen van het variabele bedrag van de subsidie voor het jaar 2021 die van het jaar 2019 zullen zijn.

Artikel 14 voorziet in maatregelen met betrekking tot de plaatselijke initiatieven voor de integratie van vreemdelingen.

In afwijking van artikel 251/1 van het Wetboek wordt het volume van de collectieve activiteiten waarmee rekening wordt gehouden bij de bepaling van het saldo van het subsidiebedrag voor het jaar 2020, voor de maanden juni tot en met december berekend op basis van het aantal geplande uren, op voorwaarde dat het aantal daadwerkelijk gewerkte uren tussen 1 juni en 31 december 2020 ten minste gelijk is aan 25 % van het aantal geplande uren voor het jaar 2020.

Ook wordt bepaald dat exploitanten tot 31 december 2020 kunnen afwijken van het minimumaantal van 5 deelnemers per groep.

Verder is het de bedoeling dat het bedrag van de subsidie voor 2021 wordt vastgesteld bij een permanentie van een uurvolume van 4 uur per week.

In afwijking van artikel 251/1 van het Wetboek wordt het volume van de collectieve activiteiten waarmee rekening wordt gehouden bij de bepaling van het saldo van het subsidiebedrag voor het jaar 2020, voor de maanden juni tot en met december berekend op basis van het aantal geplande uren, op voorwaarde dat het aantal daadwerkelijk gewerkte uren tussen 1 juni en 31 december 2020 ten minste gelijk is aan 25% van het aantal geplande uren voor het jaar 2020.

Er wordt ook voorzien dat de subsidies voor het jaar 2019 die ook het jaar 2020 bestrijken, worden gelijkgesteld met subsidies voor het jaar 2020.

In artikel 15 wordt bepaald dat het ontwerp-besluit uitwerking heeft op 1 juni 2020.

Artikel 16 belast de Minister van Gezondheid en Sociale Actie met de uitvoering ervan.

Het advies van de Raad van State is uitgebracht op 10 juni 2020.

De aanhef van het besluit van de Regering van bijzondere machten is aangepast in het licht van de opmerkingen van de Raad van State.

Gelet op de dringende noodzaak heeft het inter-Franstalig overleg niet plaatsgevonden.

Wat de wettelijke grondslag betreft, is de Raad van State van oordeel dat de artikelen 3, 4, 5, 6, 7 en 13 geen rechtsgrond kunnen vinden in het decreet van 17 maart 2020. De Regering moet namelijk kunnen aantonen dat elk van de artikelen betrekking heeft op een situatie die dringend moet worden opgelost onder dreiging van ernstig gevaar.

Deze zes artikelen hebben inderdaad betrekking op de vaststelling van een subsidie voor het jaar 2021 of 2022.

De betrokken exploitanten moeten onverwijld over deze informatie over de regelgeving kunnen beschikken om een planning voor de toekomst te waarborgen; anders zouden zij niet op de hoogte zijn van de gevolgen van hun keuzes.

Alleen met een dergelijke anticipatie is het mogelijk om met name hun menselijke hulpbronnen optimaal te beheren en bijgevolg hun opdrachten ten gunste van de begunstigten uit te voeren.



Bovendien is de Raad van State van mening dat de artikelen 10, 11, 12 en 14 slechts gedeeltelijk een rechtsgrond vinden in het decreet van 17 maart 2020. Ook voor deze artikelen geldt dat de regering moet kunnen aantonen dat elk van deze artikelen betrekking heeft op een situatie die dringend moet worden opgelost onder dreiging van ernstig gevaar.

Deze vier artikelen hebben dus deels betrekking op de vaststelling van een subsidie voor het jaar 2021.

De betrokken exploitanten moeten onverwijld over deze informatie over de regelgeving kunnen beschikken om een planning voor de toekomst te waarborgen; anders zouden zij niet op de hoogte zijn van de gevolgen van hun keuzes.

Alleen met een dergelijke anticipatie is het mogelijk om met name hun menselijke hulpbronnen optimaal te beheren en bijgevolg hun opdrachten ten gunste van de begunstigten uit te voeren.

Het is duidelijk dat de volwassenheid inzake beheer van een dienst kan worden afgemeten aan het belang dat hij hecht aan het voorspellen van en anticiperen op toekomstige periodes.

Het ontbreken van een strategische visie is niet zonder risico voor het beheer en het voortbestaan van de dienst; daarom wordt de noodsituatie die met ernstig gevaar wordt bedreigd, aangetroffen en zijn de tien hieronder genoemde artikelen in het bijgevoegde besluit van bijzondere machten opgenomen.

### Advies van de Raad van State nr. 67.536/4 van 10 juni 2020

#### Afdeling Wetgeving

Op 4 juni 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten van het Waalse Gewest verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp-besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten 'betreffende de verschillende maatregelen die zijn genomen in het kader van de afbouwmaatregelen COVID-19 voor de sectoren van de gezondheid, handicap en sociale actie'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 10 juni 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Charles—Henri Van Hove, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier Delgrange, eerste auditeur afdelingshoofd.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 juni 2020.

\*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt:

"De reden voor de dringendheid is als volgt:

Overwegende dat de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van de crisis een beheer en een snelle respons op gewestelijk niveau vereisen;

Overwegende dat de crisis de sectoren en de regelingen inzake gezondheid, evenals de daarbij nagestreefde doelstellingen, in gevaar kan brengen;

Overwegende dat de voorziene maatregelen onontbeerlijk zijn om de tewerkstelling in deze sectoren en de instandhouding van de sociale prestaties die uit deze regelingen voortvloeien, te garanderen;

Overwegende dat het dringend is om deze maatregelen uit te voeren om het ermee beoogde doel te bereiken en dat elke vertraging bij het aannemen van deze maatregelen van aard is om de hervatting van de activiteiten in het kader van de afbouw van de lockdown te belemmeren".

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op grond van artikel 84, § 1, lid 1, 3°, van de wetten op de 'Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling wetgeving haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de akte evenals tot het voltooiën van de voorafgaande formaliteiten, overeenkomstig artikel 84, § 3, van voornoemde gecoördineerde wetten.

Op deze drie punten dient het ontwerp van volgende bemerkingen te worden voorzien.

#### WETTELIJKE GRONDSLAG

Het project heeft tot doel verschillende teksten van regelgevende aard te wijzigen. Het gebruik van bijzondere machten wordt gerechtvaardigd door de noodzaak, gezien de dringendheid van de zaak, om de regering te ontheffen van de voorafgaande formaliteiten die zonder het gebruik van bijzondere machten vereist zouden zijn geweest. Deze vrijstelling wordt toegelaten door artikel 4, § 1, van het decreet van 17 maart 2020 'tot toekenning van de bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet'.

Artikel 2, § 1, van het decreet van 17 maart 2020 bepaalt:

"Om de Waalse Regering in staat te stellen om te reageren op de pandemie COVID-19, kan de Regering, in de aangelegenheden die onder de bevoegdheid van het Waals Gewest vallen krachtens artikel 138 van de Grondwet, alle nuttige maatregelen nemen om elke situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie COVID-19 en de gevolgen ervan en die dringend moet worden opgelost onder dreiging van ernstig gevaar".

Om geldig te kunnen handelen op basis van artikel 2, § 1, van het decreet van 17 maart 2020, moet de regering kunnen aantonen dat elk van de artikelen van het ontwerp in kwestie betrekking had op een "situatie ... die dringend moet worden opgelost onder dreiging van ernstig gevaar".

Het dossier dat aan de afdeling Wetgeving wordt voorgelegd, bevat geen gedetailleerde motivering in dit verband. De afdeling Wetgeving ziet niet in hoe bij de vaststelling van het subsidiebedrag voor de jaren 2021 (artikelen 3, 10 (partim), 12 (partim) en 13) of 2022 (artikelen 4, 5, 6 en 7) (1) kan worden aangevoerd dat dergelijke maatregelen "onder dreiging van ernstig gevaar" dringend moeten worden opgelost.

De artikelen 3, 4, 5, 6, 7 en 13 kunnen dus geen rechtsgrondslag vinden in het decreet van 17 maart 2020. Hetzelfde geldt voor de artikelen 10, 11, 12 en 14, voor zover deze betrekking hebben op de vaststelling van de subsidie voor het jaar 2021. Anderzijds kunnen zij, voor zover zij betrekking hebben op de bepaling van het saldo van de subsidie voor het jaar 2020, worden vastgesteld op basis van artikel 2, § 1, van het decreet van 17 maart 2020.

Bijgevolg moet er ook rekening mee worden gehouden dat voor de artikelen 3, 4, 5, 6, 7, 10 (partim), 11 (partim), 12 (partim), 13 en 14 (partim) de urgentie die specifiek wordt gemotiveerd in het verzoek om mededeling van het bericht binnen vijf werkdagen te vragen overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, niet is vastgesteld. Hieruit volgt dat het verzoek om advies met betrekking tot deze bepalingen(2) niet ontvankelijk is.

#### VOORAFGAANDELIJKE VORMVEREISTEN

Artikel 4, § 1, van het decreet van 17 maart 2020 stelt de regering niet vrij van het uitvoeren van het inter-Franstalig overleg bedoeld in artikel 12, § 2, afdeling 1, hoofdstuk V van het samenwerkingsakkoord van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie 'betreffende het inter-Franstalig overleg inzake gezondheid en bijstand aan de personen en betreffende de gemeenschappelijke beginselen die op deze aangelegenheden(3) van toepassing zijn'.

De steller van het ontwerp zal er dan ook voor zorgen dat deze formaliteit wordt nageleefd.

De aanhef zal dan dienovereenkomstig worden ingevuld

#### ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

##### AANHEF

1. Het is dienstig zich te beperken tot een verwijzing in de aanhef, als rechtsgrond, naar de bepaling of bepalingen die de rechtsgrond van het ontwerp vormen. Met name in het licht van de opmerking over de rechtsgrond heeft deze zaak alleen betrekking op artikel 2 van het decreet van 17 maart 2020. De andere aangevoerde rechtsgronden worden daarom uit de aanhef weggelaten.

2. Het is niet nodig om in de preambule te verwijzen naar de reguleringsnormen waarvan het project slechts afwijkt, zonder deze echter te wijzigen, in te trekken of op te heffen(4). Het visum van deze normen zal dus worden weggelaten.

3. Wat de raadpleging van de Raad van State betreft, is het noodzakelijk om enerzijds de redenen te vermelden die een beroep op de spoedprocedure van artikel 84, § 1, eerste lid, 3, van de gecoördineerde wetten "betreffende de Raad van State" rechtvaardigen, en anderzijds te verwijzen naar het advies van de Raad van State. Dit lid zal als volgt luiden:

Gelet op het advies 67.536/4 van de Raad van State, gegeven op 10 juni 2020, overeenkomstig artikel 84 § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;" (5) .

De aanhef zal dienovereenkomstig worden herzien.

#### DISPOSITIEF

##### Artikel 1

Gelet op artikel 138, lid 1, van de Grondwet is lid 2 overbodig en wordt het weggelaten.

De Griffier,

Charles-Henri Van Hove

De Voorzitster,

Martine Baguet

#### Nota's

(1) Volgens de nota aan de regering "is het voor een soepele hervatting van de activiteiten in rusthuizen (en verzorgingstehuizen) en dagverzorgingscentra van essentieel belang de periode voor de berekening van het forfait voor 2022 te neutraliseren, voor de subsidies "derde luik" en de subsidies voor het "eindeloopbaan" door rekening te houden met de veranderingen in de opvangcapaciteit (bv. toename van het aantal bedden) die zich in de inrichtingen hebben voorgedaan de centra voor dagverzorging, de rust- en verzorgingstehuizen".

(2) Zie, wat de dringendheid betreft, advies nr. 67.267/4 van 22 april 2020 over een voorontwerp dat de wet van 7 mei 2020 'om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus SARS-CoV-2 inzake spoorvervoer (I)' en de wet van 7 mei 2020 'om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus SARS-CoV-2 inzake spoorvervoer (II)' is geworden, Parl. Stukk., Kamer 2019-2020, n° 1161/2, blz. 3 tot 5, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67267.pdf>.

(3) De afdeling Wetgeving heeft zich hierover uitgesproken in advies nr. 67.385/4 van 13 mei 2020 over een ontwerpbesluit 2020/618 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van bijzondere machten nr. 5 'betreffende de aanneming van buitengewone maatregelen ten behoeve van opvangtehuizen in het kader van de COVID-19 pandemie'.

(4) Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, [www.conseildetat.be](http://www.conseildetat.be), tab Wetgevingstechniek, aanbeveling nrs. 9 en 30

(5) Ibidem, Aanbeveling nr. 36.1 en Formule F 3 5 2.

### **16 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 53 betreffende de verschillende maatregelen die zijn genomen in het kader van de afbouwmaatregelen COVID-19 voor de sectoren van de gezondheid, handicap en sociale actie**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van de bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 juni 2000 tot vaststelling van de tegemoetkoming bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de centra voor dagverzorging ;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 november 2003 tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden voor bejaarden ;

Gelet op het ministerieel besluit van 18 november 2005 tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden waarin een tegemoetkoming kan worden toegekend voor de verstrekkingen omschreven in artikel 34, eerste lid, 13°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 september 2006 tot uitvoering van artikel 59 van de wet van 2 januari 2001 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen, wat de maatregelen inzake vrijstelling van arbeidsprestaties en eindeloopbaan betreft ;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 tot uitvoering van de artikelen 57 en 59 van de programmawet van 2 januari 2001 wat de harmonisering betreft van de barema's, de loonsverhogingen en tewerkstellingsmaatregelen in bepaalde gezondheidsinstellingen ;

Gelet op het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, inzonderheid op de artikelen 1591, § 3, 958, § 1, 29, eerste lid, 2°, 116, 145, vierde lid, 149, eerste lid, 1°, 153, eerste lid, 235/10, 237/6, vierde lid, 237/7 vierde lid, 245/1, 245/3, 251, 251, § 1, vijfde lid, 251/1 ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 juni 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 4 juni 2020;

Gelet op het verslag van 28 april 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies 67.536/4 van de Raad van State, gegeven op 10 juni 2020, overeenkomstig artikel 84 § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de overlegvergaderingen tussen de Regeringen van de deelgebieden en de bevoegde federale autoriteiten, in de Nationale Veiligheidsraad die sinds begin maart 2020 bijeenkomt;

Gelet op artikel 191 van het EU-Verdrag waarin het voorzorgsbeginsel vastgeschreven is in het kader van het beheer van een internationale sanitaire crisis en de actieve voorbereiding op het potentieel voorvallen van deze crisissen; dat dit beginsel inhoudt dat, wanneer er een ernstig risico zich naar alle waarschijnlijkheid kan voordoen, de publieke overheden dringende en voorlopige maatregelen dienen te nemen;

Gelet op de beslissing van 18 maart 2020 waarbij de Regering instemt met de steun aan de sectoren van de gezondheid, de sociale actie en de inschakeling in de maatschappij en het beroepsleven;

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, decreetgevend deel en reglementair deel;

Gelet op de verklaring van WHO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid en het sterfelijksrisico;

Overwegende dat WHO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Overwegende dat WHO op 16 maart 2020 zijn dreigingsniveau voor het coronavirus COVID-19, die de wereldeconomie destabiliseert en zich snel over de wereld verspreidt, naar de hoogste graad heeft opgetrokken;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Gelet op de evolutie van de COVID-19-epidemie en de beslissingen van de nationale arbeidsraad met betrekking tot de verschillende periodes van de afbouw van de lockdown;

Overwegende dat, ondanks de verbetering van de situatie, de strikte naleving van de gezondheidsmaatregelen moet worden gehandhaafd

Overwegende dat het, om de verspreiding van het virus te vertragen en te beperken, nodig is onmiddellijk de in overweging genomen maatregelen te bevelen, welke onontbeerlijk blijken op vlak van volksgezondheid;

Overwegende dat het gevaar zich over het grondgebied van het gehele land verspreidt; dat het in het algemeen belang is dat er samenhang gegeven wordt aan de getroffen maatregelen om de openbare orde in stand te houden, zodat de doeltreffendheid ervan hoogst mogelijk is;

Overwegende dat de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van de crisis een beheer en een snelle respons op gewestelijk niveau vereisen;

Overwegende dat de crisis de sectoren en de regelingen inzake gezondheid, evenals de daarbij nagestreefde doelstellingen, in gevaar kan brengen;

Overwegende dat de voorziene maatregelen onontbeerlijk zijn om de tewerkstelling in deze sectoren en de instandhouding van de sociale prestaties die uit deze regelingen voortvloeien, te garanderen;

Overwegende dat het dringend is om deze maatregelen uit te voeren om het ermee beoogde doel te bereiken en dat elke vertraging bij het aannemen van deze maatregelen van aard is om de hervatting van de activiteiten in het kader van de afbouw van de lockdown te belemmeren;

Overwegende dat het voor de inachtneming van het continuïteitsbeginsel van de dienstverlening door de overheid passend is de regels aan te passen voor de organisatie van de openbare diensten belast met de regelingen vallend onder het sociale actiebeleid met respect voor de rechten van de rechthebbenden;

Overwegende dat het passend is de toegekende subsidies vrij te stellen en het respect voor de rechten van de rechthebbenden, bepaald in het kader van de regelingen vallend onder het sociale actiebeleid, te garanderen om de onvermijdelijke gevolgen van de COVID-19-epidemie uit te vlakken en de daaruit mogelijks voortvloeiende buitenkansseffecten uit te sluiten;

Overwegende dat de hervatting van de activiteiten in het kader van de afbouw van de lockdown moet voldoen aan de door de Nationale Veiligheidsraad uitgevaardigde gezondheidsnormen;

Gezien het feit dat deze hervatting van de activiteiten de logistieke, organisatorische en psychosociale problemen al aan het licht brengt;

Overwegende dat in deze sectoren de organisatie van de collectieve activiteiten face tot face niet kan worden hervat met het oog op de veiligheidsmaatregelen voor de gezondheid, met inachtneming van de jaarlijks vastgestelde kwantitatieve doelstellingen;

Overwegende dat de behoeften van deze sectoren opnieuw moeten worden beoordeeld in het licht van de ontwikkeling van de crisis ;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 ervan.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit en voor elke bepaling, genomen inzake subsidiëring, mag het bedrag van de subsidie geenszins hoger zijn dan de daadwerkelijk door de begunstigde gedragen kostprijs, voor hetgeen gesubsidieerd wordt.

**HOOFDSTUK II. — Maatregelen betreffende de centra voor hulpcoördinatie en thuisverzorging**

**Art. 3.** In afwijking van artikel 1595/1, § 3, van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, hierna "het wetboek" genoemd, wordt voor het jaar 2021 het variabele gedeelte dat aan elk centrum verschuldigd is, voor 100% betaald. De dynamiek van het centrum, bepaald op basis van de in het voorgaande jaar uitgevoerde acties, wordt dus niet in aanmerking genomen.

**HOOFDSTUK III. — Maatregelen betreffende de opvang- en huisvestingsinrichtingen voor bejaarden**

**Art. 4.** In afwijking van de bepalingen van het ministerieel besluit van 22 juni 2000 tot vaststelling van de tegemoetkoming bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de centra voor dagverzorging, in het kader van de COVID-19-crisis, wordt de referentieperiode die loopt van 1 juli tot 30 september 2020 geneutraliseerd voor de berekening van het forfaitaire bedrag van de dagverzorgingscentra voor het jaar 2022 door rekening te houden met de wijzigingen in de opvangcapaciteit (verhoging) die zich in de instellingen hebben voorgedaan.

De modaliteiten voor de berekening van het forfaitaire bedrag voor het jaar 2022 worden bepaald door de Minister van Sociale Actie en Gezondheid.

**Art. 5.** In afwijking van de bepalingen van het ministerieel besluit van 22 juni 2000 tot vaststelling van het bedrag en de toekenningsvoorwaarden van de tegemoetkoming bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de rust- en verzorgingstehuizen en de rustoorden voor bejaarden, in het kader van de COVID-19-crisis, wordt de referentieperiode die loopt van 1 juli tot 30 september 2020 geneutraliseerd voor de berekening van het forfaitaire bedrag van de rust- en verzorgingstehuizen en de rustoorden voor het jaar 2022 door rekening te houden met de wijzigingen in de opvangcapaciteit (verhoging) die zich in de instellingen hebben voorgedaan.

De modaliteiten voor de berekening van het forfaitaire bedrag voor het jaar 2022 worden bepaald door de Minister van Sociale Actie en Gezondheid.

**Art. 6.** In afwijking van de bepalingen van het koninklijk besluit van 15 september 2006 tot uitvoering van artikel 59 van de wet van 2 januari 2001 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen, wat de maatregelen inzake vrijstelling van arbeidsprestaties en eindeloopbaan betreft, wordt de referentieperiode die loopt van 1 juli tot 30 september 2020 geneutraliseerd voor de berekening van de subsidies "eindeloopbaan" door rekening te houden met de wijzigingen in de opvangcapaciteit (verhoging) die zich in de instellingen hebben voorgedaan.

De modaliteiten voor deze neutralisatie worden bepaald door de Minister van Sociale Actie en Gezondheid.

**Art. 7.** In afwijking van de bepalingen van het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 tot uitvoering van de artikelen 57 en 59 van de programmawet van 2 januari 2001 wat de harmonisering van de barema's, de loonsverhogingen en tewerkstellingsmaatregelen in bepaalde gezondheidsinstellingen betreft, wordt de referentieperiode die loopt van 1 juli tot 30 september 2020 geneutraliseerd voor de berekening van de subsidies "derde luik" door rekening te houden met de wijzigingen in de opvangcapaciteit (verhoging) die zich in de instellingen hebben voorgedaan.

De modaliteiten voor deze neutralisatie worden bepaald door de Minister van Sociale Actie en Gezondheid.

**HOOFDSTUK IV. — Maatregelen betreffende de aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling bedoeld in hoofdstuk III van Titel IX van het Wetboek**

**Art. 8.** Er wordt aan de aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling voor 2020 een toeslag op hun werkingssubsidie zoals bedoeld in artikel 958, § 1 van het Wetboek, toegekend, die overeenkomt met 0,075 euro per erkend uur en uitsluitend bestemd is voor de aankoop of de huur van gezondheidsbeschermende uitrusting."

**HOOFDSTUK V. — Maatregelen betreffende de diensten voor sociale insluiting**

**Art. 9.** In afwijking van artikel 29, eerste lid, 2°, van het Wetboek is de erkende dienst voor de toekenning van het saldo van de subsidie voor het jaar 2020 vrijgesteld van de verplichting om tussen 1 juni en 31 december ten minste negentien uur per week aan groepswerk te besteden, op voorwaarde dat de collectieve activiteiten worden georganiseerd tegen een tarief van ten minste 25% van het aantal vereiste uren per week, gemiddeld tussen 1 juni en 31 december 2020.

**HOOFDSTUK VI. — Maatregelen betreffende opvangtehuizen, gemeenschapshuizen of nachtsielen**

**Art. 10.** In afwijking van artikel 116 van het Wetboek wordt, om het bedrag van de subsidie voor het jaar 2021 te bepalen en om het saldo van het bedrag van de subsidie voor het jaar 2020 toe te kennen, de bezettingsgraad van een opvangtehuis of een gemeenschapshuis voor het jaar 2020 vastgesteld op het in voormeld artikel bepaalde minimumtarief indien de werkelijke bezettingsgraad voor het jaar 2020 lager is dan het vastgestelde minimumtarief.

**HOOFDSTUK VII. — Maatregelen betreffende de diensten voor schuldbemiddeling**

**Art. 11.** In afwijking van artikel 145, lid 4, van het Wetboek zal het aantal dossiers dat nodig is om de subsidie te verkrijgen, gebaseerd zijn op het aantal dossiers dat is opgenomen in de berekening van de subsidie voor 2020 (referentiejaar 2019) indien het aantal in 2020 behandelde dossiers lager is dan de in artikel 145, lid 4, van het Wetboek vastgestelde drempels.

In afwijking van artikel 149, eerste lid, 1°, van het Wetboek wordt voor het subsidiejaar 2021 het wisselende deel van de subsidie dat gekoppeld is aan het aantal in 2020 behandelde dossiers, berekend op basis van het aantal dossiers dat in de berekening van de subsidie voor 2020 (referentiejaar 2019) is opgenomen indien dit aantal groter is dan het aantal dossiers dat in 2020 is behandeld.

In afwijking van artikel 153, eerste lid, van hetzelfde Wetboek bedraagt het minimumaantal gebeurtenissen (collectieve activiteiten) per jaar dat door de steungroepen voor de preventie van overmatige schuldenlast wordt uitgevoerd, voor de toekenning van het saldo van het bedrag van de subsidie van het jaar 2020 twee.

HOOFDSTUK VIII. — *Maatregelen betreffende de diensten en voorzieningen voor de begeleiding van partnergeweld en gendergerelateerd geweld*

**Art. 12.** In afwijking van artikel 235/10 van het Wetboek wordt het volume activiteiten dat in aanmerking wordt genomen voor de bepaling van het bedrag van de subsidie van het jaar 2021 en voor de toekenning van het saldo van het bedrag van de subsidie van het jaar 2020, met betrekking tot de activiteit van de dienst in 2020, berekend op basis van het aantal uren dat in 2019 aan de opdrachten is toegewezen, indien het aldus verkregen bedrag groter is dan het bedrag dat op basis van alle maanden van het jaar 2020 is verkregen, op voorwaarde dat de activiteiten worden georganiseerd tegen een tarief van ten minste 25% van het aantal vereiste uren tussen 1 juni en 31 december 2020.

HOOFDSTUK IX. — *Maatregelen betreffende de Gewestelijke centra voor de integratie van vreemdelingen*

**Art. 13.** In afwijking van de artikelen 245/1 en 245/3 van het Wetboek zijn de criteria die in aanmerking worden genomen voor het bepalen van het wisselende bedrag van de subsidie voor het jaar 2021 die voor het jaar 2019.

HOOFDSTUK X. — *Maatregelen betreffende de plaatselijke initiatieven voor de integratie van vreemdelingen*

**Art. 14.** In afwijking van artikel 251 van het Wetboek wordt het volume van de collectieve activiteiten waarmee rekening wordt gehouden bij de bepaling van het saldo van het subsidiebedrag voor het jaar 2020, voor de maanden juni tot en met december berekend op basis van het aantal geplande uren, op voorwaarde dat het aantal daadwerkelijk gewerkte uren tussen 1 juni en 31 december 2020 ten minste gelijk is aan 25% van het aantal geplande uren voor het jaar 2020.

In afwijking van artikel 237/6, lid 4, en artikel 237/7, lid 4, van het Wetboek, kunnen operatoren tot 31 december 2020 afwijken van het minimumaantal van 5 deelnemers per groep.

In afwijking van artikel 251, § 1, lid 5 van het Wetboek wordt het bedrag van de subsidie voor 2021 vastgesteld bij een permanentie van een uurvolume van 4 uur per week.

In afwijking van artikel 251/1 van het Wetboek wordt het volume van de collectieve activiteiten waarmee rekening wordt gehouden bij de bepaling van het saldo van het subsidiebedrag voor het jaar 2020, voor de maanden juni tot en met december berekend op basis van het aantal geplande uren, op voorwaarde dat het aantal daadwerkelijk gewerkte uren tussen 1 juni en 31 december 2020 ten minste gelijk is aan 25% van het aantal geplande uren voor het jaar 2020.

Subsidies voor het jaar 2019 die ook het jaar 2020 bestrijken, worden gelijkgesteld met subsidies voor het jaar 2020.

HOOFDSTUK XI. — *Slotbepalingen*

**Art. 15.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 2020.

**Art. 16.** De Minister van Gezondheid en Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 juni 2020.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

[C – 2020/31081]

**18 JUNI 2020.** — **Volmachtbesluit nr. 2020/ 044 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot verlenging van sommige termijnen die vastgelegd zijn in de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering**

*De volgende tekst annuleert en vervoegt de publicatie 2020/15047, verschenen in het Belgisch Staatsblad van 26 juni 2020, pagina 47489.*

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op artikel 39 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op de ordonnantie van 19 maart 2020 om bijzondere machten toe te kennen aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in het kader van de gezondheids crisis Covid-19, met name artikel 2;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 juli 2019 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden tussen de ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering (hierna OSH);

**REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[C – 2020/31081]

**18 JUIN 2020.** — **Arrêté n° 2020/044 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux prolongeant certains délais de l'Ordonnance organique de revitalisation urbaine du 6 octobre 2016**

*Le texte suivant annule et remplace la publication n° 2020/15047, publiée dans le Moniteur belge du 26 juin 2020, p. 47489.*

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles- Capitale,

Vu l'article 39 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et notamment son article 6 ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises ;

Vu l'Ordonnance du 19 mars 2020 visant à octroyer des pouvoirs spéciaux au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19 notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 2019 fixant la répartition des compétences entre les ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 (ci-après, ORU) ;